

AU COMBLE DU CYNISME

Le Gouvernement poursuit ses attaques contre les droits des électriciens et gaziers.

Alors que la FNME-CGT salue le dévouement, l'engagement et le sens du service public des électriciennes, des électriciens, des gazières et des gaziers, qui assurent chaque jour l'alimentation en énergie du pays, souvent dans des conditions difficiles et parfois au péril de leur vie, le Gouvernement choisit de les remercier en s'attaquant une nouvelle fois à leurs droits et à leurs conquises.

Après le régime spécial de retraite, la grille de rémunération des IEG, les activités sociales, la CNIEG ... c'est désormais le « tarif particulier » des agents qui est ciblé. Ce jour, les trois ministères (Energie, Travail et Solidarités, Action et Comptes publics) ont annoncé à l'intersyndicale qu'ils entendent se cacher derrière les préconisations de la Cour des comptes (Rapport sur EDF publié le 17 juillet) pour s'en prendre au contrat social des agents.

Pour la FNME-CGT, c'est inacceptable. Quel que soit l'artifice ou les raisons, ces annonces, une main sur le cœur et l'autre sur le budget de l'Etat, n'ont que l'ambition de détruire le modèle social et le Statut des IEG.

Quelle est l'urgence politique ? S'attaquer aux salariés qui font tenir le système énergétique du pays. En pleine période de canicule, alors que les réseaux sont soumis à de fortes contraintes et que les agents assurent la continuité du service public, le pouvoir préfère organiser une nouvelle offensive idéologique contre les personnels des industries électrique et gazière plutôt que de répondre aux véritables enjeux du secteur.

Le « tarif particulier » représente environ 1 % de ce que paient les Français. **Il n'est responsable ni de l'augmentation des factures ni de la dégradation du système car les vraies causes sont ailleurs et la FNME-CGT le démontrera.** Son éventuelle remise en cause ne baissera pas la facture des usagers. En revanche, elle constituerait une nouvelle attaque idéologique qui permettrait au Gouvernement de poursuivre son objectif : remettre en cause, un à un, tous les conquises sociaux.

**Les Électriciens et Gaziers, actifs & retraités, ne sont pas des privilégiés.
Elles et ils font le Service Public de l'énergie 24H/24, 7 jours sur 7**

Pour la FNME-CGT, défendre le service public de l'énergie, c'est investir dans les outils industriels, renforcer la maîtrise publique, garantir et améliorer les droits du personnel. C'est reconnaître concrètement celles et ceux qui produisent, transportent, distribuent et assurent chaque jour la continuité de ce service essentiel.

Au contraire, la stratégie du Gouvernement est celle du pourrissement : diviser les salariés, opposer les usagers aux agents et masquer les véritables responsables de l'explosion des factures, à savoir la dérégulation du secteur de l'énergie, les logiques de marché et les choix politiques de libéralisation.

La FNME-CGT ne laissera pas faire. Elle défendra le « tarif particulier » comme elle défend le Statut national des IEG, le Régime Spécial de Retraite, la grille de rémunération, les activités sociales, la CNIEG et, plus largement, l'ensemble des droits qui permettent de garantir un service public de l'énergie performant, sûr, au service de l'intérêt général et au juste prix pour les usagers.

Le Gouvernement est prévenu ! **Face au cynisme, au mépris et aux attaques : celles et ceux qui font vivre chaque jour le service public de l'énergie, seront combattifs et offensifs dès la rentrée.**

La FNME-CGT, les électriciens et les gaziers ne se laisseront pas dépouiller sans réagir !